



# Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

**A/46/473**

24 septembre 1991

**FRANCAIS**

ORIGINAL ; ANGLAIS

Quarante-sixième session  
Point 98 a) de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME : **APPLICATION** DES  
INSTRUMENTS RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Torture et traitement inhumain d'enfants détenus  
en Afrique du Sud

Rapport du Secrétaire général

## TABLE DES MATIERES

	<b>Paragrap</b> hes	<b>Page</b>
1. INTRODUCTION .....	1 - 4	2
II. INFORMATIONS RECUES D'ORGANISMES DES NATIONS UNIES, D'INSTITUTIONS SPECIALISEES ET D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES . ..*.....*	5 - 7	<b>3</b>
III, EXTRAITS DU DERNIER RAPPORT DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS SUR L'AFRIQUE AUSTRALE . . . . .	8	<b>3</b>

## I. INTRODUCTION

1. Par sa résolution 5 (XXXVII) du 23 **février** 1981, la Commission des droits de l'homme a demandé au Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe, en coopération avec le Comité spécial contre l'apartheid, d'étudier les effets de la politique d'apartheid sur les femmes et les enfants noirs d'Afrique du Sud, conformément à la résolution **35/206** N de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1980. En conséquence, une mission **d'enquête** s'est tenue à Londres du 29 juin au 3 juillet 1981, et le Groupe spécial a établi un rapport concernant, notamment, la question des enfants emprisonnés et le traitement des enfants mêlés à des procès politiques (**E/CN.4/1497**, par. 89 à 106).

2. Dans des rapports ultérieurs, le Groupe d'experts a continué de se préoccuper de cette question et a examiné les conditions de vie **dans** les prisons dans la mesure où elles affectaient les enfants et, en **particulier**, le traitement des enfants en prison (voir **E/CN.4/1986/9**, par. 55 à 60; **E/CN.4/AC.22/1987/1**, par. 80 à 94; **E/CN.4/1988/8**, par. 68 à 91; **E/CN.4/1989/8**, par. 229 à 244; **E/CN.4/1990/7**, par. 202 à 229; et **E/CN.4/1991/10**, par. 214 à 226).

3. Le 14 décembre 1990, **l'Assemblée** générale a adopté la résolution **45/144**, intitulée "Torture et traitement inhumain d'enfants détenus en Afrique du Sud", dans laquelle elle a, notamment, exigé de nouveau la libération immédiate et inconditionnelle de tous les enfants détenus en Afrique du Sud: engagé de nouveau tous les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales à intensifier la campagne mondiale visant à appeler l'attention sur ces pratiques inhumaines et à les surveiller et les dénoncer; prié la Commission des droits de l'homme de continuer à accorder une attention particulière à la question de la **détention** et de la torture et autres formes de traitement **inhumain** d'enfants en Afrique du Sud; prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur l'application de la résolution lors de sa quarante-sixième session: et décidé d'examiner cette **question** à sa **quarante-sixième** session.

4. Par sa résolution **1991/8** du 22 février 1991, la Commission des droits de l'homme a, notamment, condamné énergiquement à nouveau la détention, la torture et le traitement inhumain d'enfants en Afrique du Sud; exigé que l'Afrique du Sud lève immédiatement les restrictions imposées aux enfants, en particulier aux enfants libérés de prison, et veille au respect de leurs libertés fondamentales et légitimes de mouvement et d'association, ainsi que de leur droit à l'éducation: exigé également la libération immédiate et inconditionnelle de tous les enfants détenus: exigé en outre l'application immédiate, totale et effective des mesures politiques annoncées dans les déclarations de politique générale du Président De Klerk du 2 février 1990 et du 1er **février** 1991, et fait appel à la communauté internationale pour qu'elle maintienne toutes sortes de mesures destinées à faire pression sur le Gouvernement sud-africain afin de réaliser un changement profond et **irréversible** tendant à éliminer définitivement la politique d'apartheid et les

pratiques inhumaines qui y sont associées. En outre, elle a prié le Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe d'accorder une attention particulière à la question de la détention, de la torture et autres traitements inhumains infligés à des enfants en Afrique du Sud et de lui faire rapport à sa quarante-huitième session.

## II. INFORMATIONS RECUES D'ORGANISMES DES NATIONS UNIES, D'INSTITUTIONS SPECIALISEES ET D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

5. Conformément à la pratique habituelle et en application du paragraphe 4 de la résolution **45/144** de l'Assemblée générale et du paragraphe 21 de la résolution **1991/21** de la Commission des droits de l'homme, des informations ont été demandées au Centre des Nations Unies contre l'apartheid, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance, à l'organisation internationale du Travail, à l'Organisation mondiale de la santé, ainsi qu'à d'autres organisations intergouvernementales. Rien que quelques-uns de ces organes aient fourni des réponses provisoires, des informations plus détaillées sont encore attendues.

6. N'ayant pas été autorisé par le Gouvernement sud-africain à se rendre dans le pays, le Groupe **spécial** d'experts sur l'Afrique australe a **décidé**, conformément à la pratique habituelle, de se réunir à Londres du 22 au 26 juillet 1991, ainsi qu'à Genève du 29 juillet au 2 août 1991, afin de procéder à des auditions et de préparer son rapport préliminaire à l'Assemblée générale. Au cours de ses réunions, au sujet desquelles il présentera un rapport complet à la Commission des droits de l'homme à sa **quarante-huitième** session, le Groupe spécial d'experts a entendu 11 témoins à Londres et 2 à Genève.

7. Durant ces réunions, le Groupe spécial d'experts n'a reçu aucune information concernant la torture et le mauvais traitement d'enfants **détenus** en Afrique du Sud.

## III. EXTRAITS DU DERNIER RAPPORT DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS SUR L'AFRIQUE AUSTRALE

8. Dans le rapport qu'il a présenté à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-septième session (**E/CN.4/1991/10**), le Groupe spécial d'experts a abordé la question du traitement des enfants et des adolescents en ces termes :

### "Chapitre V. Traitement des enfants et des adolescents

214. Au cours de la visite sur le terrain qu'il a effectuée du 20 août au 12 septembre 1990 dans les Etats de première ligne, le Groupe spécial d'experts a entendu les témoignages de 64 personnes dont 12 adolescents de moins de 18 ans. Les membres du Groupe ont été bouleversés d'entendre tous les adolescents affirmer qu'ils avaient été torturés pendant leur détention et qu'ils avaient fui le pays parce que, même après leur remise en liberté, ils avaient été l'objet de tracasseries et d'actes de répression commis par des moyens détournés.

215. A sa **781<sup>e</sup>** séance, le Groupe spécial d'experts a entendu le témoin le plus jeune, un écolier aoulou de 12 ans, originaire du Natal et actuellement en exil. Il a dit que ses camarades **d'éccle** se plaignaient de la pénurie de manuels scolaires et autres moyens d'enseignement. Il a déclaré que, le **20** juillet 1989, la police était arrivée à l'école pour disperser les élèves qui manifestaient pacifiquement pour protester contre cet état de **choses** et demander des améliorations. Comme les élèves refusaient de regagner les salles de classe, la police en a arrêté certains qui **attendaient** un moyen de transport pour rentrer chez eux et les a conduits au commissariat. **Bongani** (13 ans) et Chatrakumtat (14 ans) étaient du nombre. Ils avaient été emmenés dans un camion militaire au commissariat de police de Seerswart où, selon le témoin, on leur avait bandé les yeux avec des chiffons humides avant de les torturer sauvagement. Le témoin a ajouté qu'au début de 1990, on avait appris que ces deux adolescents seraient morts en prison après deux mois de détention.

216. Toujours selon le témoin, les élèves avaient continué le lendemain de boycotter les cours et la police était retournée à l'école et avait essayé à nouveau de disperser les élèves présents. Comme les élèves résistaient, la police avait ouvert le feu et en avait **abattu** trois : Siphawe, Dumisay et Wiseman. L'école **avait** ensuite été fermée et de meilleurs équipements et l'enseignement gratuit avaient été promis. Comme à la réouverture de l'école, au début de 1990, rien n'avait changé, les élèves avaient de nouveau protesté et la police **avait été** appelée à intervenir. Elle avait brutalisé les élèves et avait arrêté la plupart d'entre eux. Le témoin a mentionné **Sandile** Dlomo (13 ans), libéré en **février** 1990, et Phumlane **Mhlango** (15 ans), arrêté le 6 mars 1990 et qui aurait été toujours en détention lorsque le témoin a quitté l'Afrique du Sud.

217. La police aurait continué de procéder à des arrestations tout au long du mois de février **1990**, où le témoin aurait lui-même été détenu durant deux semaines. Pendant sa détention, pas moins de six policiers l'auraient frappé à coups de poing, de pied et de crosse de fusil. Quelques jours après sa libération, **des** vigilants de **l'Inkatha** auraient attaqué et incendié sa maison. Il avait tenté de retourner à l'école, mais on avait refusé de l'admettre dans **son ancienne** école de **même** que **dans** d'autres où il s'était présenté. Le témoin a quitté l'Afrique du Sud **le 13 mars 1990 avec** l'aide de son frère.

218. A sa 782<sup>e</sup> **séance**, le Groupe **spécial** d'experts a entendu le témoignage d'un adolescent de 17 ans sur les événements survenus pendant l'état d'urgence. Las des tracasseries dont ils étaient l'objet de la part de la police pendant les heures de cours et des restrictions à la liberté de mouvement que leur imposait la législation d'exception, **les élèves** avaient organisé des **manifestations** et boycotté des **cours**. Un jour, en mars 1986, la police **a** ouvert le feu et tiré au hasard sur les élèves. Le bilan de la fus **ade** avait été très lourd : de nombreux

élèves, dont le témoin, avaient été transportés à l'hôpital où ils avaient été enchaînés à leurs lits et surveillés en permanence. Trois mois plus tard, le témoin avait été emmené dans un poste de police, et par la suite jugé, reconnu coupable et condamné à cinq ans de prison ferme et à trois ans de prison avec sursis. Le témoin était alors âgé de 13 ans. Pendant qu'il était en prison, il aurait été détenu un certain temps avec des prisonniers adultes reconnus coupables de délits. Ses blessures n'auraient pas été bien soignées et il ne pouvait pas dormir parce que la lumière était allumée 24 heures sur 24. Il a purgé une partie de ces cinq ans de prison ferme 8 Robben Island. En juillet 1989, il a quitté l'Afrique du Sud de peur de devoir purger les trois autres années de prison avec sursis auxquelles il avait été condamné si jamais il était accusé d'un autre délit. Le Groupe spécial d'experts a pris note des renseignements parus dans la presse indiqués ci-après.

219. Il a été rapporté dans le New Nation du 26 janvier et dans The Star des 6 et 22 février 1990 que **Mbuyisela Nicholas** Phiri, âgé de 16 ans, résidant au camp de squatters de Sonderwater près de Khutsong (Carletonville) dans la partie occidentale du Transvaal était mort au commissariat de police de Welverdiend le 16 janvier 1990 quelques heures seulement après avoir été arrêté. Par ailleurs, trois personnes auraient déclaré à des avocats du cabinet d'avocats Valley, Waters et Mthemlu qu'elles avaient entendu les hurlements de Phiri pendant qu'on le torturait. Ces personnes ont affirmé qu'elles aussi avaient été torturées pendant leur détention et ont décrit les tortures qu'on leur avait fait subir. La mère de Phiri n'aurait pas reconnu son fils lorsqu'on lui avait demandé de l'identifier: il avait le visage enflé et la bouche ensanglantée. Il avait l'épaule gauche dénudée.

220. Le 9 mars 1990, il a été indiqué dans The Star que **M. Thomas** Tshabalala et **M. Pule** Mac Mothupi, qui avaient déclaré avoir entendu torturer Phiri, avaient été abattus le 4 mars 1990. La police a affirmé qu'ils avaient été mortellement blessés au cours de deux incidents séparés mais les avocats qui avaient recueilli les dépositions des habitants de Carleton ont indiqué qu'il n'y avait aucune agitation lorsqu'ils avaient été tués.

221. Le New Nation du 5 février 1990 et The Star du 6 février 1990 ont rapporté que, selon une avocate de Durban, Mlle Linda **Zama**, Michael Zungu, membre du South African Youth Congress (SAYCO) était décédé après avoir été arrêté et brutalisé par la police le 29 janvier 1990. Elle a affirmé que Zungu s'était rendu à l'école secondaire de Maghibonisane pour réclamer les frais d'inscription qu'il avait déjà versés. Après avoir échangé quelques mots avec lui, le Directeur qui ne pensait pas que Zungu était autorisé par sa famille à réclamer cet argent, avait venir la police. Zungu, qui aurait été battu par les policiers qui lui avaient passé les menottes, avait été jeté inconscient dans un fourgon de police. Mlle Zama aurait dit en outre que lorsque des membres de sa famille étaient venus lui apporter à manger dans le courant de la journée, ils avaient appris qu'on l'avait trouvé mort pendu dans sa cellule avec ses lacets de souliers.

222. The Star du 16 mars 1990 a indiqué que, selon une note sur les **troubles**, un enfant de 12 ans, **Vusi** Masina, originaire de l'est du Transvaal faisait partie des personnes arrêtées.

223. D'après le South du 26 avril 1990, un jeune garçon de 15 ans avait **été** gardé à vue au poste de police pendant trois jours sans pouvoir contacter sa famille. Il aurait été brutalisé au poste de police de **Mmare**. D'autre part, un **membre** de sa famille venu au poste de police voir quelqu'un d'autre, l'aurait reconnu et aurait remarqué qu'il était couvert de sang. La **mère** du garçon a déclaré que lorsqu'il avait comparu devant un tribunal au bout de trois jours de garde à vue, il avait le visage enflé et encore ensanglanté.

224. Selon un article **paru** dans le New Nation du 27 avril 1990, parmi les 200 personnes arrêtées à **Bushbuckridge** le 23 avril 1990 figuraient des enfants de moins de 10 ans. La police aurait procédé à ces arrestations dans le cadre d'une opération de lutte contre la criminalité dont la Commission des droits de l'homme avait aussi fait état.

225. The Star du 1er mai 1990 a indiqué que, d'après **M. Mohamed Motala**, qui est avocat, une cinquantaine d'élcoliers figuraient parmi les personnes arrêtées en avril 1990 alors qu'elles revenaient d'un enterrement à **Schweizer-Reneke** dans l'ouest du Transvaal. Les enfants seraient détenus à Klerksdorp. Nicodemus Motsikare, élève au lycée de Memepong, était du nombre.

226. Selon The Star du 19 juillet 1990, Eugene **Mbulwane** (15 ans) était mort à l'hôpital Leratong, le 13 juillet 1990. En outre, un témoin, dont le nom n'a pas été révélé par mesure de précaution, a affirmé avoir vu les policiers torturer **et battre Mbulwane** jusqu'à ce qu'il perde connaissance au poste de **police** de Welverdiend près de Carletonville. Le témoin a affirmé qu'il faisait lui aussi partie des personnes torturées et battues à cette occasion. Le New Nation du 20 juillet 1990 a rapporté que, selon Elias Letimele, arrêté **en même** temps que Kbulwane, ce dernier était resté par terre sans soins pendant au moins neuf heures sur le sol de sa cellule au poste de police de Khutsong où il avait **été** transféré après avoir été brutalisé au poste de police de Welverdiend. Ses **vêtements** auraient été déchirés **et** tachés de sang et il aurait eu de la difficulté à respirer. Letimele et un autre garçon auraient aidé à transporter **Mbulwane** à la réception d'où une ambulance l'avait conduit à l'hôpital."